

## DEBAT DES PANELISTES

### Steven ERLANGER

Essayons maintenant de traiter la question de la Chine puisque c'était celle du déjeuner, et il semble qu'elle préoccupe nombre d'entre vous. Monsieur Védrine, Enrico nous l'a dépeinte en termes assez violents, pensez-vous que l'Europe doit réellement choisir entre les USA et la Chine ? Ou est-ce un choix illusoire ?

### Hubert VEDRINE

Précisément, l'Europe *ne devrait pas* avoir à choisir. L'Europe devrait avoir sa position et selon les sujets, être d'accord ou pas avec les Etats-Unis, d'accord ou pas avec la Chine, etc. Elle pourrait même jouer un rôle constructif sur les nouvelles règles de la mondialisation, qu'il faut ré-encadrer.

Mais cela suppose que l'Europe ait sa propre position. Si elle n'y arrive pas, elle sera condamnée à subir en matière de technologie. Elle n'aurait le choix qu'entre plusieurs formes de dépendance. Il est très important que les Européens arrivent à définir une vision commune.

Cela suppose d'avoir la même évaluation – ce qui n'est pas évident – de la Chine. Est-ce un problème ? Est-ce une menace ? Est-ce une opportunité ? Est-ce juste un partenaire plus gros que les autres ? Il n'y a pas encore d'accord sur l'évaluation et le diagnostic.

Si on y arrivait, si l'on avait quelques positions communes et quelques priorités en tant qu'Européens, il est évident que quasiment du jour au lendemain, on disposerait sur ce point particulier d'une vraie puissance qu'il faudrait utiliser intelligemment. Quand on parle d'Europe-puissance, un thème qui se développe enfin : il s'agit d'une puissance raisonnable bien sûr, rationnelle, etc. Cela commence donc par un accord entre Européens sur le constat.

### Steven ERLANGER

Oui, exactement.

Est-ce que d'autres personnes souhaitent interagir à ce propos ? Ana en premier, puis Volker.

### Ana PALACIO

Parmi les dix points soulignés par Kevin au déjeuner, du point de vue de Xi Jinping, le dixième est notre priorité, en tant qu'occidentaux et plus particulièrement, en tant qu'Européens. Je dirais en tant qu'Européens à cause de notre force, et nous ne sommes plus sur une idée de puissance douce, le 21<sup>ème</sup> siècle étant l'ère ou le début de l'ère du droit. Nous sommes liés sur le plan juridique. Nous sommes liés par des termes institutionnels. Je suis complètement d'accord avec Kevin. La position de la Chine est d'insuffler de nouvelles valeurs au système en place, pas de le bouleverser comme a déjà tenté de le faire la Russie, mais de partager les enjeux fondamentaux et d'introduire des concepts, telle que l'harmonie, dans une approche juridique occidentale, dans un contexte rationnel. Nous devons le comprendre et être clairs sur ce que cela signifie. Je ne parle pas de faire de jolies phrases. Je pense que pour nous c'est une idée de pouvoir, l'idée de vie privée et de propriété des données qui nous sont très chères, nous misons tout sur les citoyens. Nous avons des centaines de millions d'alliés qui sont préoccupés par leurs données. Nous avons besoin d'assimiler et de soutenir les conséquences de nos idées, et sur cette question de la Chine, contrer cette idée sensible. Quand ils mettent en place d'autres institutions, cela ne pose pas de problème car c'est tangible. Cependant, quand ils viennent et qu'ils insufflent des concepts, des valeurs et des principes différents de ceux de nos institutions en place, on ne s'en aperçoit pas.

### Steven ERLANGER

D'accord. Volker, s'il-vous-plait ?

### **Volker PERTHES**

Si nous devons accepter ce choix binaire, si nous devons admettre que nous devons choisir un des deux camps, nous aurions déjà perdu. Nous aurions perdu, quelles que soient nos aspirations initiales, peu importe leur nature, toute forme d'autonomie stratégique ou de souveraineté européenne, ou peu importe comment vous l'appellez. Par conséquent, je pense que nous ne devons tout simplement pas l'accepter et nous avons de bonnes raisons, de bons arguments et de bons outils pour trouver une alternative. Bien entendu, la Chine est un concurrent, mais la question est comment l'affronter. Est-ce qu'on géo-politise et militarise la concurrence ou est-ce qu'on admet que la concurrence s'étend à toute une variété de problématiques politiques, tout en incluant une coopération sur certaines problématiques qui présentent un intérêt commun, comme le changement climatique, lorsqu'on est en concurrence dans les domaines technologiques ou sociaux. Je pense que la commission européenne l'a bien appréhendé dans sa publication stratégique parue cette année, et qui ne fait probablement pas l'unanimité en Europe, mais qui représente l'opinion générale. Ils ont séparé les domaines politiques et admis que, oui, la Chine est un partenaire économique. La Chine est un partenaire sur des problématiques mondiales telles que le changement climatique, la Chine est aussi un concurrent technologique, il n'y a aucun doute là-dessus, et c'est probablement ce qui s'est mal passé à Pékin : la Chine est un adversaire systématique de notre système lorsqu'on aborde les problématiques de gouvernance. Je pense qu'il est important de l'énoncer haut et fort pour s'assurer que cette position d'adversaire vis-à-vis de notre système n'empêchera pas une coopération sur des sujets tel que le changement climatique. Je veux dire, pourquoi devrions-nous renoncer à coopérer sur des défis communs à l'ensemble de l'humanité parce que nous avons des modèles de gouvernance concurrents ? C'est la façon dont l'Europe doit procéder si elle veut s'affirmer. Enfin, nous ne sommes pas seuls. Allez en Asie du Sud-Est, en Inde ou en Amérique Latine, et je pense qu'il y a de nombreux acteurs là-bas, comme les jeunes qui voudraient Huawei et Apple, ou Apple version chinoise, de la même façon que nombre d'élites aimeraient des filiales américaines avec des financements chinois, si c'était possible. Personne ne veut choisir alors pourquoi serions-nous amenés à choisir entre les USA et la Chine ?

### **Steven ERLANGER**

Bien, parce que ce qui m'inquiète parfois c'est... Il y a longtemps j'ai écrit un article intitulé : « *Needing an Enemy and Finding China* » (« Chercher un ennemi et trouver la Chine »), et je pense qu'il est très dangereux de créer quelque chose qui n'a pas lieu d'être. Si nous prenons le changement climatique, la Chine est aujourd'hui responsable de 40% des émissions de CO<sub>2</sub>. Les Européens pourraient chauffer leur café en soufflant dessus que ça n'aurait aucun impact sur le sort de la planète. Impliquer la Chine sur ces sujets est extrêmement important. Excusez-moi, Enrico, allez-y.

### **Enrico LETTA**

Je voudrais juste souligner que ce choix binaire est une conséquence directe des 28 Brexits.

### **Steven ERLANGER**

Intéressant.

### **Enrico LETTA**

Dans le cas des 28 Brexits, chaque pays n'aura qu'un choix binaire : être une colonie américaine ou une colonie chinoise. En faisant front ensemble, nous pouvons éviter ce choix car nous aurons le même pouvoir de décision sur la plupart des sujets et nous pourrions même prendre le contrôle de certains. Il faut que nous changions notre discours européen à ce propos car sur certains sujets notre discours n'a pas évolué depuis les années soixante ou soixante-dix, le discours de la Guerre Froide sur la paix, la stabilité, et ainsi de suite. Je pense que ça n'est plus le discours que les jeunes et la nouvelle génération ont envie d'entendre. Il faut leur exposer clairement la situation et leur dire qu'il y a des problématiques sur lesquelles on peut prendre le contrôle seulement si on est unis ; et si on ne l'est pas, au bout du compte, le seul choix pour chacun des Etats membres sera de se rapprocher de l'un ou de l'autre.

C'est pourquoi, je pense qu'au bout du compte, notre choix est un choix extrêmement politique, notamment en terme de résolution, car si nous ne sommes pas capable de régler certaines de ces problématiques, cela devient quasiment impossible. Par exemple, dans la plupart des cas, la résolution de problématiques passe par notre façon de prendre des décisions. Par exemple, je sais qu'il est particulièrement difficile et clivant de dire que pour certaines problématiques, les décisions ne peuvent pas se prendre à 28, ou 27. Je soutiens totalement l'idée que l'Europe à deux vitesses a été un succès sur de nombreux points ; l'euro et Schengen font parties des succès de l'Europe à deux vitesses. Ça n'est pas blasphématoire de parler d'Europe à deux vitesses sur certains sujets, mais nous devons être concrets, efficaces et aboutir à des solutions. Si nous continuons à être trop conformistes en disant que nous ne pouvons pas avoir une Europe à deux vitesses, de par sa nature trop anticonformiste, au bout du compte, les citoyens ne seront pas satisfaits et ils décideront de voter pour Le Pen, Salvini, ou qui sais-je encore. C'est un problème de résolution, d'efficacité dans nos prises de décisions. Je sais que c'est un genre de blasphème, mais le MES est issu d'une décision prise en dehors des traités, parce qu'il était nécessaire de prendre une décision en l'espace d'une nuit. L'Union Européenne doit dire aux citoyens qu'elle peut les protéger, parce qu'on est capable de prendre des décisions et pas seulement d'attendre car nous sommes bloqués par les traités et les questions d'unanimité, etc.

### **Steven ERLANGER**

Le blasphème est positif ici je pense. J'aimerais vraiment poser une question à Artem si vous m'autorisez, et je reviendrai à vous juste après, Michael. Artem, pensez-vous que, comme l'appelle Kevin, le récent partenariat stratégique entre la Russie et la Chine soit tactique ou stratégique ? Est-ce que ça fait suite à un actuel sentiment de faiblesse ? Je discutais avec Aleksandr Dugin l'autre jour et, croyez-le ou non, c'est un théoricien un peu fou de l'Eurasie et je ne peux que confirmer à quel point les gens prennent cela au sérieux en Russie. Pensez-vous que la Russie penche trop dangereusement vers la Chine ? Est-ce une tactique ou plutôt un partenariat sur le long terme ?

### **Artem MALGIN**

Ecoutez, je pense qu'il n'y a que vous, les Européens, pour croire à ce partenariat. Nous n'y croyons pas, puisque nous sommes beaucoup plus proches géographiquement de la Chine et même nous, nous savons que la Chine n'est pas un bon indicateur, n'a pas un intérêt suffisant. Si vous examinez l'Europe et la Russie, nous avons négligé tous les changements spectaculaires survenus dans l'histoire de la Chine après la seconde guerre mondiale. Cela montre à quel point nous comprenons. Ce rapport parfait, cette description parfaite du Premier Ministre Rudd, montre dans quelle mesure nous comprenons la Chine. Nous n'imaginerions ce discours à propos d'aucun autre pays, un discours brillant, au déjeuner, qui trace les lignes directrices des politiques étrangères de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche et même de la Russie. Cela montre que notre compréhension de la Chine est encore extrêmement superficielle. Nous parlons de choix binaires, mais peu importe que les Chinois choisissent de la même façon, ils ont l'Inde, l'Asie du Sud-Est, ils ont développé de nombreuses relations à petite échelle avec les USA, et ils ont leur politique africaine. Ils ont été méprisés par tout le monde, les Européens, les Russes, les Américains. Je pense que notre image de la Chine d'un point de vue européen ou moscovite, est que l'Europe n'est pas adaptée aux Chinois. Nous en arrivons au sujet du partenariat : pourquoi un partenariat ? En Asie Centrale, au Caucase, en Mongolie Extérieure, je ne vois pas de place pour ce partenariat. De mon point de vue, les relations avec la Chine vont se complexifier, et pas de façon européenne ou euro-atlantique.

Par ailleurs, nous devons encore comprendre quel est le moteur de la croissance économique chinoise et ce qui pourrait entraîner son arrêt. Puisque nous avons occulté tant de changements dans le développement de la Chine, nous avons probablement négligé les marges, les barrières, les contraintes de cette croissance économique, et ces contraintes économiques viennent démolir l'image effrayante que nous avons aujourd'hui des relations de la Chine avec le reste du monde.

### **Steven ERLANGER**

Merci. Michael, s'il-vous-plait ?

### **Michael LOTHIAN**

Je suis un peu perplexe à ce sujet, je pense qu'on a déjà évoqué deux fois ce que l'on appelle le choix binaire concernant la décision du Brexit entre la Chine d'un côté et les Etats-Unis de l'autre. Si vous alliez à Londres, ou n'importe où ailleurs en Grande-Bretagne et que vous leur disiez que c'est votre vision du Brexit, les gens vous regarderaient avec la confusion la plus totale. Si c'était la question originelle, les britanniques ne voteraient pour aucun des deux. Tout l'intérêt du Brexit résidait dans l'idée d'avoir plus de marge de manœuvre sans être attaché à des grands blocs. Donc si vous dites que c'est la question que l'Europe doit considérer, je vous répondrais que ça n'est pas une question valide.

Quelqu'un m'a demandé pourquoi nous avons toujours semblé être anti-européens. Ma réponse a toujours été la même : nous ne sommes pas anti-européens, nous faisons partie de l'Europe. Notre histoire est européenne. Nous sommes anti-bureaucratie excessive, et si vous cherchez le pire exemple de bureaucratie excessive, selon moi vous le trouverez à Bruxelles. Le ressenti britannique était que l'Europe prenait des décisions pour eux qui touchaient à leur liberté d'actions, leur manière de manger, leur manière de s'habiller, et ça a fini par les exaspérer. Quand vous demandez pourquoi ils ont ainsi, dans un sens ils ont reproché aux politiciens britanniques de ne pas leur avoir parlé. Et c'est seulement aujourd'hui, maintenant que le referendum est terminé, qu'on se rend compte que si on était allé parler aux gens, on aurait réalisé bon nombre de ces choses plus tôt.

**Steven ERLANGER**

Exactement. Enrico, est-ce que vous voulez répondre brièvement ?

**Enrico LETTA**

Selon moi, la question n'est pas de dire qu'il s'agit d'une discussion autour du référendum. Il s'agit des conséquences dans 10 ans. Dans 10 ans, avec la séparation de l'Europe, chaque pays –dans 10 ans, pas aujourd'hui- ne pourra choisir qu'entre une domination chinoise ou américaine, suite à la division de l'Union Européenne.

**Steven ERLANGER**

Eh bien, qui sait, très bien, mais...

**Enrico LETTA**

C'est là où je veux en venir. Peut-être que j'ai tort, mais je ne vois pas comment, avec la croissance démographique actuelle et en terme de puissance économique, les pays d'Europe pourraient être capable de faire face individuellement à la Chine ou aux USA. La seule possibilité est de faire face ensemble et c'est pourquoi je pense que ça posera un problème à la Grande-Bretagne dans le futur. Je sais très bien que le débat porte sur d'autres problématiques.

**Steven ERLANGER**

Fort bien. Nous avons tous compris. Anna ? Très brièvement.

**Ana PALACIO**

Une phrase. Honnêtement, vous nous avez expliqué le fossé entre les élites et le peuple. Vous qualifiez Bruxelles de grande bureaucratie, mais cela été la cas de votre élite dans votre pays. Cela a été l'hymne de vos élites. Je pense que vous, en tant qu'élite, devriez revoir votre discours et l'idée qu'on a entravé votre liberté d'utiliser des sachets de thé ou que sais-je encore. Cela n'est pas la réalité. Nous n'allons pas débattre de la bureaucratie à Bruxelles et de ses succès, mais je pense honnêtement, qu'en tant qu'élite, vous devez vous regarder en face. Ça ne veut pas dire que d'autres pays ne doivent pas le faire, mais c'est simplement ce que je me devais de dire à propos du Brexit.

**Steven ERLANGER**

D'accord. Bel argumentaire. Essayons de ne pas nous focaliser entièrement sur le Brexit. Nous sommes à un carrefour intéressant, où les choses pourraient se régler tranquillement. Je pense qu'il va y avoir une brève prorogation technique, car ce qui me paraît clair c'est que Boris Johnson aimerait que cela soit réglé avant les prochaines élections. Chacun a sa propre opinion. Le Ministre Védrine s'excuse, il avait un rendez-vous qu'il ne pouvait pas manquer et nous avons commencé un peu plus tard que prévu. Je voulais simplement vous transmettre son profond regret de ne pas avoir pu rester avec nous jusqu'à la fin.

Il nous reste environ une demi-heure. Compte tenu de la situation en Pologne, j'aimerais que nous parlions un peu de la Hongrie, de la Pologne et de l'Etat de droit. Nous pourrions les relier à la problématique de la migration, de l'identité, c'est lié à de nombreux sujets, mais l'Europe à 27 ou 28 peut-elle vraiment répondre à ces questions ? Quels sont les instruments nécessaires ? Peut-on faire mieux ? Ou est-il préférable de repenser l'idée de fédéralisme européen pour laisser la place à davantage de souveraineté, qui aurait pu permettre à la Grande-Bretagne de rester dans l'Union Européenne, si cela avait été fait plutôt ? Est-ce que l'un d'entre vous souhaiterait répondre à cette question ?

### **Michael LOTHIAN**

Je ne peux parler qu'en mon nom, mais j'ai voté en faveur du départ après avoir passé 40 ans à m'entendre dire que l'Europe allait être réformée, j'en ai eu marre d'attendre que cela arrive. Si quelqu'un avait présenté une réforme convenable, qui aurait accordé moins de pouvoir à Bruxelles et plus de pouvoir aux nations et à leur peuple, je suppose que je l'aurais soutenu. De Gaulle avait pour habitude de parler de « l'Europe des patries », de « l'Europe des nations » ; j'étais un fervent européen à cette époque.

### **Enrico LETTA**

Je suis un adepte de la fédération d'Etats-Nations de Jacques Delors, car je pense que c'était une bonne synthèse. Mon avis, et je poursuis sur ma voie blasphématoire, est que, par exemple, dans le cas de la migration et des relations avec les pays du groupe de Visegrad, si je parle franchement, nous ne trouverons jamais de solutions efficaces et concrètes si Orban siège et qu'il a un droit de veto. Voilà mon avis. Je serais plus qu'heureux si quelqu'un pouvait me convaincre du contraire, mais je pense que c'est très compliqué. Par exemple, pour ces problématiques, nous avons besoin d'un nouveau traité, en marge des traités européens, qui soient signés par les pays intéressés, et qui exclue la Hongrie ou la Pologne ; je ne connais pas la position des autres pays du groupe de Visegrad. L'idée serait d'avoir un traité avec des outils, un cadre de délocalisation, des intentions et des lois, avec une prise de décision à la majorité. Jusqu'alors nous avons eu des évolutions à ce sujet, mais en fin de compte, elles se sont révélées inefficaces, elles ne fonctionnent pas. D'après moi, si on continue à permettre à ces pays de bloquer les décisions des autres, ça va devenir un problème global, et ça rendra l'Union Européenne inefficace. C'est un exemple parmi tant d'autres et je pense qu'au bout du compte, c'est la seule manière de s'affirmer et d'être clair avec eux. Je sais qu'il y a une grande différence entre les membres fondateurs de l'Union Européenne et les pays du groupe de Visegrad, en termes démographiques. Environ 10% de la population des membres fondateurs de l'Union Européenne étaient issus de l'immigration. Si je ne fais pas erreur, en Pologne et en Hongrie les chiffres sont de 99% contre 1%, et le 1% ne vient pas d'Afrique ou d'Amérique Latine, il vient du reste de l'Europe Centrale. En fin de compte, on ne part pas du tout des mêmes bases. C'est pourquoi je pense que nous ne pouvons plus attendre ; il nous faut de nouveaux outils et il faut que l'on prenne des décisions. Pour moi, ce nouveau traité est une des urgences de cette nouvelle vision politique.

### **Steven ERLANGER**

Il est important de mentionner, en passant, que la Pologne a beaucoup plus d'immigrés que ce que vous pensez, mais la plupart viennent d'Ukraine. Anna, puis Volker.

### **Ana PALACIO**

Honnêtement, je suis d'accord avec Enrico et je pense que la seule façon d'avancer est d'opter pour une « géographie variable », qui consiste en des groupes distincts sur des sujets distincts. Le problème que nous avons ici n'est pas la migration, je pense que vous faisiez plutôt référence aux principes et aux valeurs qui figurent dans l'Article 2 du Traité, et plus particulièrement, si je puis me permettre, à l'indépendance du système juridique. C'est quelque chose que nous

devons repenser et peut être, vous savez, réduire les zones où nous avons des coopérations juridiques. Nous devons aborder cela attentivement. Je pense que le rythme de changements, et vous savez quoi, on pourrait le faire, on pourrait le réduire sans que ça se voie, et je pense qu'on peut l'expliquer à nos populations. C'est limpide dans de nouvelles zones, nous pouvons concilier les 28. On pourrait par exemple l'appliquer à Schengen et à l'euro. Schengen a été pensé en dehors de l'Europe avant d'y être incorporé, et on devrait probablement le réviser. De mon point de vue, nous devons nous en occuper car l'Etat de droit est en train de changer, les lois changent. Nous devons le défendre dans le contexte de la Chine, qui fragilise la loi applicable à d'autres instruments. Les traités internationaux, l'Accord de Paris n'est pas juridiquement contraignant, donc c'est un nouveau système. Nous devons comprendre la mise en place d'un comité de juristes experts en droit européen continental. Il faut que nous soyons réalistes, et en ce qui concerne l'Union Européenne, il faut repenser certains domaines sensibles. Si la Pologne n'est pas d'accord, alors elle ne sera pas dans l'espace Schengen et ne fera pas partie d'une coopération juridique, nous négocierons et nous prendrons une décision. L'alternative est de procéder à ces réformes pour obtenir un système juridique indépendant.

**Steven ERLANGER**

Ok. Volker, s'il-vous-plait ?

**Volker PERTHES**

Trois points très courts. Quand je pense à l'Europe impossible à réformer, c'est un genre de mythe qui a probablement participé au succès du Brexit en Grande-Bretagne. Cependant, je pense que le Premier Ministre britannique de l'époque, David Cameron, a prouvé qu'on pouvait renégocier certains sujets essentiels. Par exemple, il y avait la question des allocations sociales versées aux immigrants et à leurs enfants qui vivent dans d'autres pays. Cameron avait un argumentaire solide et il est parvenu à un consensus avec les autres afin que les choses changent, et elles ont changé. C'est un organisme vivant, l'Union Européenne est toujours en mouvement, et les choses changent. La bureaucratie à Bruxelles n'est pas plus importante que celle de n'importe quelle autre grande ville d'Europe. Je me rappelle d'un de mes amis canadiens me disant un jour à quel point les canadiens nous enviaient Bruxelles, parce que cela signifie que nos Etats-nations n'ont pas à subir 27 ou 28 fois la bureaucratie commerciale. Je pense que vous aurez un peu plus de bureaucratie en Grande-Bretagne après le Brexit parce que vous allez avoir besoin de vos propres négociateurs commerciaux, vous ne pourrez plus employer ceux de Bruxelles, qui travaillent pour l'intérêt commun de l'Europe.

Plus important encore, sur les autres problématiques, comme le disait Monsieur Letta et Anna, nous avons soit une sorte de géographie flexible, soit un vote à la majorité qualifiée sur de plus en plus de sujets, dont la politique étrangère. Je pense que les deux nous permettront de surmonter la situation embarrassante dont nous sommes témoins aux Nations Unies ou au Conseil des Droits de l'Homme : nous avons une déclaration lue par un Conseil Européen pour 26, 27 ou 28 pays, et la Grande-Bretagne se range toujours du côté de la majorité, viennent ensuite la Hongrie ou la Grèce qui disent qu'ils ne peuvent pas se joindre à la majorité, car elle s'oppose à la Chine. Pourquoi ne pas avoir une majorité qualitative qui voterait également les questions de politique étrangère ? Je pense que c'est comme cela qu'on avancera. La conclusion à cet argumentaire est que nous nous plaignons tellement des gens qui disent que les élites ne les écoutent pas. Cependant, nous avons ici l'occasion d'avancer vers une politique étrangère plus forte, qui, nous le savons d'après les sondages, serait bien accueillie par la majorité des Européens. Les seuls domaines dans lesquels les gens veulent plus d'intégration sont la politique étrangère et la politique de sécurité. Ils n'en veulent pas nécessairement dans les politiques culturelles ou sociales, mais la politique étrangère et de sécurité sont les domaines pour lesquels ils veulent une Europe plus intégrée.

**Steven ERLANGER**

J'ai une dernière question et ensuite j'aimerais donner la parole au public, donc je vous remercie de réfléchir aux questions que vous pourriez avoir pour le panel. Artem ?

**Artem MALGIN**

Je voudrais juste faire un commentaire sur la Pologne. Je vais vous raconter une petite anecdote. C'était avant 2004, un de mes amis italiens disait (il discutait avec un autre Italien) : « Regarde, les Polonais vont rejoindre l'UE ». L'autre lui a répondu : « Oui, les Polonais sont tellement russes qu'ils écrivent encore avec l'alphabet latin ». Il est nécessaire de comprendre la différence entre ces deux parties de l'Europe. Ils ne se considèrent pas responsables des migrants qui ne sont pas les leurs. Ils ne se considèrent pas responsables de ces régions. Ils n'ont jamais rien eu en commun avec le Moyen-Orient ou l'Afrique. C'est aussi simple que ça. Je me permets de dire cela car mes enfants sont à 50% polonais. En Pologne ils disent « à l'Ouest », comme le font les Russes, pour désigner votre côté de l'Europe, la partie ouest de l'Europe. C'est la raison pour laquelle ils ont besoin de plus de temps pour s'adapter à cette solidarité. L'Allemagne a probablement moins en commun avec Vilnius qu'avec la France, l'Italie ou la Grande-Bretagne, mais vous avez déjà été habitués à cette solidarité et à la responsabilité conjointe qu'elle implique. Les Polonais ne le sont pas, mais dans le même temps, ils considèrent toute personne venue du Caucase ou d'Asie Centrale comme des leurs, car ce ne sont pas des étrangers. Ils ont simplement leurs histoires familiales et se souviennent d'avoir eu un gouverneur de Pologne né en Géorgie. D'ailleurs, son arrière-petit-fils est professeur dans notre université, le Professeur Baranowski. C'est une histoire différente et on ne peut pas leur forcer la main. Je ne suis pas un spécialiste de (inaudible) social.

**Steven ERLANGER**

Bien, j'aimerais juste ajouter quelque chose. On oublie souvent, et vous ne m'en voudrez pas si je dis ça, que sous le régime de l'Union Soviétique, ils ont vécu sous une cloche de verre pendant 70 ans. Sous le régime soviétique, il n'y avait aucune immigration ou émigration en Pologne, vous pouviez peut-être émigrer mais vous ne pouviez pas immigrer, donc je pense que tout cela est un peu vécu comme un choc. Cela alimente le discours des ceux qui jouent sur la peur de l'identité, sur ce qui arrive aux familles, et tout le reste. Je pense qu'au vu du temps imparti –il nous reste environ 17 minutes- je vais donner la parole à Elisabeth Guigou, puis à Jean-Louis, et enfin à Stuart. Je prends donc au moins trois questions.